

La grille de lecture que je me propose pour les temps qui viennent

Si on considère la situation au niveau auquel elle a été ramenée par Tsipras, avec le référendum : NON, les grecs ne veulent pas n'importe quel accord; MAIS ils veulent rester dans l'Euro.

Ce MAIS, ne constitue pourtant pas une condition qui aurait à atténuer le NON ; c'est-à-dire, s'il s'avérait impossible de trouver un accord respectant le NON dans des délais suffisants pour maintenir la Grèce dans la zone Euro, cela ne voudrait pas dire pour autant qu'il faudrait accepter un accord qui a été récusé à 60% par les grecs. En d'autres termes, la Grèce ne fera pas une telle proposition, et n'acceptera pas une telle proposition de la part des institutions. La Grèce se gardera de toute provocation allant dans le sens d'une sortie de l'Euro, mais si elle s'y voit acculée, cela restera de la seule responsabilité de l'Eurogroupe.

Les contours du compromis, acceptable ou non, sont définis pas les points de désaccord du vendredi 26 juin, à savoir pour l'essentiel : retraites, TVA dans les îles et surtout accord écrit de reconsidération de la dette, ces trois points représentant les conditions minimales d'un redémarrage de la Grèce (coup d'arrêt à la dégradation des conditions de vie, ne pas compromettre encore plus les conditions de redémarrage de l'économie, et amoindrir le poids de la dette, plombant pour l'économie et désespérant).

Le remplacement de Varoufakis par Tsakalotos renforcera pendant les négociations le « mandat » conféré au gouvernement par le NON du référendum. Le prénom « Euclide » du nouveau ministre des finance, pourra rappeler aux autres membres de l'Eurogroupe qu'on peut être très sérieux tout en étant grec.

Les dirigeants des principaux partis grecs se sont mis d'accord hier pour élaborer «un texte commun» de soutien aux négociations, en vue d'un accord dans le cadre européen. Cela signifie que l'essentiel de la classe politique grecque a dû prendre acte du NON du pays : ce n'est pas un gauchiste qui négocie, c'est un pays qui a la prétention de la souveraineté.

Gardons également à l'esprit que la campagne de Tsipras a insisté fortement sur le devoir des grecs, face aux peuples du continent, de réaffirmer les valeurs de démocratie et de solidarité, et de tenter une autre politique que l'austérité. Et que le NON l'a emporté sans hésitation, malgré les intimidations et la propagande outrancière des medias grecs, des gouvernants européens et du président de la Commission.

Ces considérations me semblent devoir être la grille de lecture de ce qui va se passer dans les négociations à venir.